

M. Jean-Christophe Cambadélis
Premier secrétaire du Parti Socialiste
10 Rue de Solférino
75007 Paris

Paris le 31 mars

Monsieur le premier secrétaire,

Votre directeur adjoint de cabinet a bien voulu nous proposer par un mail de trois lignes ce lundi soir une rencontre dans le cadre des « consultations » avec les formations de gauche, que vous pensez nécessaire après votre terrible défaite. Nous avons entendu parler de cette initiative dans la presse la semaine dernière et, bien que cette invitation soit lancée en dernière minute et avec une désinvolture qui signale votre désarroi, nous sommes sensibles au fait que vous ayez distrait le temps précieux de votre directeur adjoint pour nous adresser ce message.

Nous allons cependant la décliner. Le résultat des élections départementales est sans appel : une abstention qui reste massive, une victoire écrasante de la droite, l'enracinement du FN, une déroute de votre parti et de ses alliés que ne parvient malheureusement pas à contrebalancer la bonne tenue des candidatures citoyennes qu'avec nos amis du FDG, et souvent ceux d'EELV, nous avons proposées dans le pays.

Durant cette élection vous n'avez, personnellement, pas cessé d'appeler à une unité factice de la gauche derrière la politique du gouvernement, pour faire obstacle à la montée de la droite et de l'extrême-droite. Cette tactique du « vote utile » a échoué. Le tripartisme est une fiction médiatique : avec une gauche d'opposition à environ 11 % en moyenne nationale et une abstention à 50 %, elle est même un déni démocratique. Bien sûr, vous pouvez continuer à mépriser ce fait. Cela vous a déjà beaucoup réussi.

Aujourd'hui, vous nous proposez d'entretenir cette illusion. Vous nous proposez en réalité de préparer 2017 en nous ralliant derrière la politique de votre gouvernement. Or, non seulement Manuel Valls a annoncé la poursuite de cette politique mais nous savons qu'elle va même s'aggraver. Sur ordre de Bruxelles et de Berlin, s'annonce une loi Macron 2. Elle est pire encore, en termes de dérégulations et d'attaque des acquis du monde du travail que l'actuelle loi Macron dont nous continuons à combattre l'adoption définitive. Malgré le passage en force du 49.3 à l'Assemblée nationale, nous ne perdons pas espoir de vous faire reculer. Nous soutenons notamment les organisations syndicales lors de la grande journée d'actions du 9 avril contre votre politique. Pour passer sous les 3% de déficit en 2017 vous avez accepté 30 milliards d'économies supplémentaires imposées par la Commission européenne, en plus des 50 déjà votées. Vous savez comme nous que François Hollande a déjà accepté une réduction des dépenses publiques de 4 milliards rapidement. Par ailleurs, la fuite en avant du gouvernement dans les mesures les plus anti-écologiques (agriculture, transports, grands projets inutiles imposés...) est à contre-courant de l'intérêt général humain, alors que 2015 devait au contraire être une année de grande mobilisation contre le changement climatique, d'autant que nous accueillerons en décembre la COP21.

Quant à votre politique d'immigration, difficile d'y voir des différences avec celle menée par le gouvernement précédent, sans oublier l'abandon une fois de plus de l'engagement du droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers.

Vous comprendrez bien, dès lors, qu'il est inutile de faire semblant. Nous respectons la volonté de tous nos concitoyennes et concitoyens qui refusent cette politique des apparences et demandent avant tout de la clarté. Il est inutile de venir à votre siège pour vous dire notre refus d'assumer pareille politique.

Toutefois, si le Parti socialiste venait, à l'avenir, à proposer une alternative au pays contestant l'actuelle politique gouvernementale faite d'austérité, de politique de l'offre, de productivisme, de soumission à Mme Merkel et à M. Juncker et de maintien de la 5e République, nous serions évidemment prêts à vous rencontrer. Ce serait une très bonne nouvelle pour notre pays qui souffre à cause de vous.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le premier secrétaire, à nos sentiments militants.

Eric Coquerel
Secrétaire national à la coordination politique